CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 76.972/2/V
du 28 août 2024

sur

un projet d'arrêté royal 'portant exécution du chapitre IV « Des avis de sécurité » de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, aux avis de sécurité et au service public réglementé'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 76.972/2/V
van 28 augustus 2024

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van Hoofdstuk IV "Veiligheidsadviezen" van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst'

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

Le 16 juillet 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit [*] jusqu'au 3 septembre 2024, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution du chapitre IV « Des avis de sécurité » de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, aux avis de sécurité et au service public réglementé'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 28 août 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Pierre-Olivier DE BROUX, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été rédigé par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section, et Stéphane TELLIER, premier auditeur, et présenté par Xavier DELGRANGE.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 août 2024.

*

[*] Ce délai résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

Op 16 juli 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege[*] verlengd tot 3 september 2024 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'van [datum] tot uitvoering van Hoofdstuk IV "Veiligheidsadviezen" van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 28 augustus 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is opgesteld door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd, en Stéphane TELLIER, eerste auditeur, en uitgebracht door Xavier DELGRANGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 augustus 2024.

*

[*] Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait que la dissolution des Chambres législatives emporte que, depuis cette date et jusqu'à ce que, à la suite de l'élection des membres de la Chambre des représentants, le Roi nomme un nouveau Gouvernement, le Gouvernement ne dispose plus de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

FONDEMENTS JURIDIQUES

1. Le projet vise, comme l'indiquent le rapport au Roi et son article 1er, à exécuter le chapitre IV de la loi du 11 décembre 1998 'relative à la classification, aux habilitations de sécurité, aux avis de sécurité et au service public réglementé', tel que modifié par la loi du 2 juin 2024 'modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, attestations de sécurité, avis de sécurité et au service public réglementé et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel'. Or, la loi du 2 juin 2024, en vertu de son article 27, n'entrera en vigueur qu'à une date à fixer par le Roi, date qui conditionnera également l'entrée en vigueur du projet examiné, en vertu de l'article 34 de celui-ci. Interrogée sur la question de savoir pourquoi le projet examiné ne fait pas entrer cette loi en vigueur, la déléguée de la Ministre a répondu que tel était le souhait de l'auteur du projet.

Il convient dès lors, d'une part, de viser l'article 27 de la loi du 2 juin 2024 au préambule et, d'autre part, de remplacer l'article 34 du projet par une disposition faisant entrer la loi en vigueur [1].

Contrairement à ce qu'envisage la déléguée de la Ministre, il ne convient pas de déroger au délai usuel d'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires en prévoyant une entrée en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*, sauf à dûment en démontrer la nécessité.

[1] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations nos 154.2 à 154.4.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

2. Comme cela se déduit de son article 33, le projet tend à remplacer le chapitre III*bis* de l'arrêté royal du 24 mars 2000 'portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité'. Le remplacement de cet arrêté, mis à part ce chapitre III*bis*, fait l'objet d'un projet sur lequel la section de législation a donné, le 9 juillet 2024, l'avis 76.465/2. La déléguée de la Ministre a indiqué qu'elle ignorait si ce projet avait été adopté.

Invitée à préciser pourquoi le projet examiné modifie toutefois, en ses articles 31 et 32, l'arrêté du 24 mars 2000, la déléguée de la Ministre a indiqué que c'était

> « par précaution. Il était difficile au moment où nous avons écrit les articles 31 et 32 de déterminer avec certitude lequel des deux textes entrerait en vigueur en premier. Nous avions prévu de procéder à une correction si le projet d'AR ayant fait l'objet de l'avis 76.465/2 entrait en vigueur avant notre projet d'AR. Le cas échéant, les articles 31 et 32 pourront être supprimés ».

L'auteur du projet veillera à la bonne articulation entre le projet à l'examen et celui qui a fait l'objet de l'avis 76.465/2 [2].

3. Interrogée si le projet exécute bien l'ensemble du nouveau chapitre IV de la loi du 11 décembre 1998, en ce compris son article 26, la déléguée de la Ministre a répondu :

> « Oui, mais par rapport à l'article 26, il ne détermine pas 'la durée de validité de ces avis de sécurité et les modalités particulières de la procédure d'octroi des avis de sécurité relatifs aux accès visés à l'alinéa précédent' (art. 26, § 1er, 2e alinéa).
>
> Nous devrons apporter une correction à cet égard.
>
> D'autre part, nous avons reçu une demande de l'AFCN visant à ajouter en annexe de l'AR un formulaire ad hoc pour l'accès au lieux déterminés par l'art. 26, §2 ».

Il conviendra de soumettre ces modifications à l'avis de la section de législation.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Ainsi que la section de législation l'a rappelé dans son avis 75.110/2 du 27 février 2024 sur l'avant-projet devenu la loi du 2 juin 2024, « le Comité permanent R est l'autorité de contrôle chargée du contrôle du traitement des données à caractère personnel effectué dans le cadre de l'article 107, alinéa 1er, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', en vertu de l'article 128 de la même loi » [3].

Selon la déléguée de la Ministre, l'avis du Comité permanent R

> « a été sollicité. Le Comité R en a accusé réception le 18/06/2024. Nous ignorons dans quel délai cet avis sera rendu ».

[2] Voir à ce propos l'observation particulière relative au chapitre VI du projet.

[3] *Doc. parl.*, Chambre, 2023-2024, n° 55-3938/001, p. 65.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

2. D'après la lettre de demande d'avis, l'avis de l'autorité de protection des données (ci-après : « l'APD ») a été sollicité. Selon la déléguée de la Ministre, cet avis est requis

> « en vertu de la compétence résiduaire de cette autorité consacrée par l'Art. 4, § 2 de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données ».

En vertu de l'article 4, § 2, alinéa 2, de cette loi du 3 décembre 2017, « lorsqu'aucune autorité de contrôle [n']a été désignée, l'Autorité de protection des données est l'autorité de contrôle compétente ». Toutefois, comme il a été mentionné ci-dessus, en l'espèce, l'autorité de contrôle est le Comité permanent R. L'avis de l'APD n'est donc pas requis.

Néanmoins, puisqu'il a été sollicité conformément à la décision du Conseil des ministres, cet avis devra être pris en compte et mentionné au préambule dans un considérant.

3. Il sera veillé au bon accomplissement de ces formalités.

Si l'accomplissement de celles-ci devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1er, alinéa 1er, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

INTITULÉ

Il découle des observations nos 1 et 2 formulées sous le préambule que le projet exécute davantage que le chapitre IV de la loi du 11 décembre 1998 dès lors qu'il trouve également son fondement juridique dans l'article 1er*bis* de cette loi, situé dans son chapitre Ier, ainsi que dans l'article 27 de la loi du 2 juin 2024.

L'intitulé de l'arrêté royal en projet sera revu en conséquence.

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1er, il convient de viser les dispositions précises de la loi du 11 décembre 1998 qui constituent les fondements juridiques de l'arrêté royal en projet, soit les articles 1er*bis*, 25°, 24, § 1er, alinéa 2, 27, § 1er, alinéa 2, 31, §§ 1er et 6, et 37.

En outre, de l'accord de la déléguée de la Ministre, les mots « telle que modifiée par la loi du 2 juin 2024 » seront remplacés par les mots « insérés par la loi du 2 juin 2024 ».

2. Le préambule sera complété par un nouvel alinéa 2 visant l'article 27 de la loi du 2 juin 2024 (voir l'observation n° 1 formulée au titre des fondements juridiques).

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

3. Le préambule sera complété par un nouvel alinéa 3 visant l'arrêté royal du 24 mars 2000 'portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité' car celui-ci est modifié par les articles 31 à 33 du projet (voir l'observation n° 2 formulée au titre des fondements juridiques).

4. L'alinéa relatif à l'avis de la section de législation du Conseil d'État sera placé dans le dernier visa du préambule.

DISPOSITIF

Article 1er

Compte tenu de l'observation relative à l'intitulé, l'article 1er, qui est par ailleurs inutile puisqu'il paraphrase le préambule, sera omis. Par conséquent, le chapitre Ier sera intitulé « Définition ».

En conséquence, la numérotation du projet et les renvois internes qu'il comporte seront revus.

Article 2

Les mots « telle que modifiée par la loi du 2 juin 2024 » seront omis.

Chapitre II et article 3

1. De l'accord de la déléguée de la Ministre, afin de tenir compte de l'article 1er*bis*, 27°, de la loi du 11 décembre 1998, telle que modifiée par la loi du 2 juin 2024, les mots « Centre gouvernemental de Coordination et de Crise créé par l'arrêté royal du 18 avril 1988, ci-après », seront omis.

2. Dans l'intitulé du chapitre II et dans la phrase introductive de l'article 3, les mots « de la loi » seront insérés après les mots « l'article 24, § 1er, alinéa 2, ».

La même observation vaut pour les articles 16 et 18.

Article 5

1. Dans la phrase introductive, il y a lieu de préciser le numéro de l'annexe ou des annexes à laquelle la disposition renvoie.

La même observation vaut pour les articles 20 et 23, § 2.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

2. Par ailleurs, les mots « du présent arrêté royal » seront omis.

Une observation analogue vaut pour les articles 18, 3°, 19, alinéa 3, 26, alinéa 2, et 27, §§ 2 et 3.

Article 9

1. Interrogée s'il ne conviendrait pas de fixer un délai pour compléter la demande et, le cas échéant, prévoir son irrecevabilité si elle n'est pas complétée à temps, la déléguée de la Ministre a répondu :

> « Oui. Nous pouvons ajouter un alinéa afin de fixer le délai de recevabilité de la demande et sanctionner son non-respect par l'irrecevabilité de la demande ».

La disposition sera complétée en ce sens.

2. La déléguée de la Ministre a indiqué que le terme « courrier » (« brief » en néerlandais) ne visait pas nécessairement un courrier postal. Il s'indique dès lors de rédiger la disposition actuelle comme suit :

> « Si la demande est incomplète, la Police Fédérale communique à l'autorité administrative compétente qui a introduit la demande, via son officier de sécurité, la liste des éléments manquants et des informations complémentaires utiles à 1'analyse de la demande ».

Article 10

Invitée à préciser quels pourraient être les motifs d'irrecevabilité d'une demande et s'il ne conviendrait pas de les énumérer dans le texte en projet, la déléguée de la Ministre a répondu :

> « L'art. 5 en projet détermine le contenu minimal de la demande générale préalable. La Police Fédérale vérifie la complétude et la recevabilité de la demande.
>
> Si la demande est irrecevable, l'art. 10 prévoit que la Police Fédérale notifie les motifs de non-recevabilité.
>
> Un exemple pourrait être une demande générale préalable de solliciter des vérifications de sécurité, introduite pour un évènement qui ne correspond pas aux types d'évènements visés par l'art. 24, § 1er, al. 2 de la loi. Un autre exemple pourrait être une demande générale préalable introduite par une administration publique quelconque, pour un secteur qui ne fait pas partie des secteurs critiques désignés par l'AR du 8.05.2018.
>
> Viser les motifs d'irrecevabilité de manière exhaustive dans l'AR pourrait conduire à une rigidité excessive et rendre l'AR trop complexe et difficile à comprendre. Nous ne sommes par conséquent pas favorables à viser les motifs d'irrecevabilité dans le texte en projet. En tout état de cause, la Police Fédérale veillera à motiver explicitement ces motifs d'irrecevabilité à l'autorité administrative compétente le cas échéant ».

Ces explications figureront utilement dans le rapport au Roi.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

Article 12

Par cohérence avec l'article 24, § 1er, alinéa 2, de la loi du 11 décembre 1998 et avec l'article 6, alinéa 2, du projet, la sécurité juridique serait mieux assurée si les mots « les risques suivants : terrorisme, extrémisme, espionnage, prolifération, ingérence, activité subversive, criminalité organisée et sabotage » étaient remplacés par les mots « les risques visés à l'article 8, 1°, de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité ».

Article 14

L'article 14 sera revu de manière à ne plus constituer une répétition partielle de l'article 27, § 2, de la loi du 11 décembre 1998.

Cette observation vaut également pour l'article 16, qui constitue une répétition partielle de l'article 27, § 3, de la même loi.

Article 15

Les mots « pour l'analyse de la menace » seront remplacés par les mots « visé à l'article 13 ».

Article 17

L'article 17 sera omis dès lors que son contenu résulte déjà de l'article 1er*bis*, 25°, de la loi du 11 décembre 1998.

Article 20

Afin de ne pas reproduire le contenu de l'article 31, § 1er, l'article 20 sera rédigé comme suit :

« Le modèle de formulaire de consentement visé à l'article 31, § 1er, de la loi est joint en annexe », en mentionnant le numéro de la ou des annexes concernées.

Article 23

Les paragraphes 1er et 3 seront omis en ce qu'ils reproduisent l'article 31, § 5, alinéa 1er, de la loi du 11 décembre 1998.

L'article 23 sera divisé en alinéas et non en paragraphes [4].

[4] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 57.3.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

Article 24

Alors que, s'agissant du formulaire de consentement, l'article 21, 2°, a., du projet requiert « une copie de la carte d'identité ou du passeport » pour les personnes concernées non inscrites au registre national en Belgique, s'agissant du formulaire de retrait de consentement, l'article 24, 1°, a., n'exige plus cette condition pour cette catégorie de personnes. Cette lacune sera comblée.

Articles 26 et 27

1. Les articles 26, alinéa 1er, deuxième phrase, et 27, § 1er, deuxième phrase, prévoient que

« [c]elle-ci prend la décision finale dans un délai maximal de huit jours ».

Invitée à préciser si « Celle-ci » fait référence à « l'autorité administrative compétente » ou à « la Police fédérale », la déléguée de la Ministre a répondu qu'il s'agissait de l'autorité administrative.

2. Invitée à indiquer de quelle décision il s'agit dès lors que « l'avis de sécurité » en tant que tel a été communiqué par la Police fédérale, qui est l'autorité compétente pour délivrer les avis de sécurité en vertu de l'article 34, § 1er, de la loi du 11 décembre 1998, la déléguée de la Ministre a répondu :

> « Un avis de sécurité est un avis. L'autorité administrative désignée par le Roi, compétente pour le secteur (AA), prend la décision finale. Elle pourrait décider par exemple, à la lecture d'un avis de sécurité positif avec mise en garde individuelle, que les faits mentionnés, même s'ils sont considérés par la Police Fédérale comme ne pouvant justifier un avis de sécurité négatif (au regard des informations en sa possession au moment de la demande de vérification de sécurité, par rapport à la fonction à exercer par exemple), représentent bel et bien un danger pour la fonction (au regard de la connaissance plus précise de l'AA, tant du secteur, que de la fonction qui devrait effectivement être exercée par la personne concernée, telle qu'elle est connue de l'AA au moment de la réception de l'avis de sécurité). L'AA devra bien sûr tenter de développer une motivation concrète justifiant de manière proportionnée le refus d'accéder à la fonction, à l'évènement etc. Autre situation : au contraire, un avis de sécurité négatif émis à l'encontre d'une personne ayant une expertise rare dans le secteur. L'AA dispose d'une marge de manœuvre et peut, sous sa responsabilité, accueillir l'individu concerné, en le soumettant par exemple à d'autres mesures de sécurité.
>
> Nous devons remarquer qu'en pratique, ce sont des situations très exceptionnelles et que, de l'expérience de plusieurs années que nous avons en matière d'avis de sécurité, la toute grande majorité des avis positifs ou négatifs ont été suivis par les AA. Cependant, une certaine marge de manœuvre était nécessaire aux AA, notamment vu la multiplication des secteurs et la spécificité de chacun qui peut davantage être appréhendée au niveau de l'AA compétente ».

Ces éléments figureront utilement dans le rapport au Roi.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

3. La déléguée de la Ministre a précisé que

« [l]e délai de huit jours pour transmettre l'avis négatif et la motivation de celui-ci commence à courir à la date de réception de ladite motivation de l'avis négatif ».

Le dispositif sera complété en ce sens.

Chapitre VI

Par souci de sécurité juridique, l'auteur du projet s'assurera de la compatibilité des modifications apportées à l'arrêté royal du 24 mars 2000 'portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations attestations et avis de sécurité' avec celles apportées au même texte par le projet sur lequel la section de législation a donné l'avis 76.465/2.

Il est ainsi relevé ce qui suit :

– Les deux projets envisagent de modifier différemment l'intitulé de cet arrêté royal du 24 mars 2000 [5] ;

– L'article 1er, 1°, de l'arrêté royal du 24 mars 2000 n'est abrogé par aucun des deux projets ;

– L'article 121 du projet ayant fait l'objet de l'avis 76.465/2 prévoit que « [l]e présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge* », soit à une date qui pourrait ne pas correspondre à la date d'entrée en vigueur du projet à l'examen ;

– L'article 123 du projet ayant fait l'objet de l'avis 76.465/2 prévoit que « [l]'arrêté royal du 24 mars 2000 portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité est abrogé, à l'exception de l'article 1er, 1°, du chapitre III*bis* qui comprend les articles 30*bis* à 30*sexies*, et les annexes III et IV » alors que l'article 33 du projet à l'examen prévoit que « [l]e Chapitre III*bis* de l'arrêté royal précité est abrogé ».

Article 35

Dans la version française, il y a lieu d'écrire chaque fois « le » ministre et d'insérer les mots « sont chargés » avant les mots « chacun en ce qui le concerne, ».

[5] L'article 31 du projet vise à modifier l'intitulé de l'arrêté royal du 24 mars 2000 'portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité' en omettant les mots « attestations et avis de sécurité ». Si l'arrêté royal du 24 mars 2000 n'est pas abrogé intégralement, cet intitulé doit être revu pour éviter la reproduction partielle – et par conséquent incomplète – de l'intitulé de la loi du 11 décembre 1998.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

ANNEXES

1. Les annexes doivent être numérotées et mentionner qu'elles constituent une annexe à l'arrêté avec indication de son intitulé. Elles doivent également porter *in fine* la mention « Vu pour être annexé à l'arrêté du … » et être revêtues des mêmes date et signature que celles figurant sur le texte auquel elles se rapportent [6].

2. Les projets d'annexes visées par les articles 5, 20 et 23, § 2, du projet, tels qu'ils ont été transmis à la section de législation, ne semblent pas complets. Une des annexes, à savoir celle intitulée « Dossier de demande générale préalable d'autorisation de solliciter des avis de sécurité (Analyse de risques) » fondée sur l'article 24, § 1er, alinéa 2, de la loi du 11 décembre 1998, n'est produite que dans une seule langue. Par ailleurs, deux annexes sont liées à l'article 20 alors que cette disposition ne fait mention que d'un modèle de formulaire de consentement ; ces deux annexes distinguent le formulaire de consentement à une vérification de sécurité fondée sur l'article 24 de la loi et le formulaire de consentement à une vérification de sécurité fondée sur les articles 25 ou 26 de la loi. En revanche, l'annexe visée à l'article 23, § 2, ne paraît relative qu'au seul retrait du consentement fondé sur l'article 24 de la loi.

L'auteur du projet veillera à établir des annexes complètes et cohérentes, rédigées en français et en néerlandais.

3. Il vérifiera encore soigneusement le contenu des annexes, notamment les renvois qu'elles effectuent aux lois du 11 décembre 1998, à leur contenu et à leurs arrêtés royaux d'exécution. Ainsi, un des formulaires de consentement à une vérification de sécurité renvoie à un article « 25/1 » de la loi du 11 décembre 1998, au lieu de l'article 26. Par ailleurs, plusieurs cadres portant sur la justification de la demande de vérification de sécurité prévoient des hypothèses de justification A, B, C ou D, mais en n'énonçant que les hypothèses A et B.

Enfin, le formulaire de consentement à une vérification de sécurité fondée sur les articles 25 ou 26 de la loi ne prévoit pas de justification relative aux hypothèses prévues par l'article 26 de la loi en matière nucléaire, notamment pour ce qui concerne l'accès à des informations, à des opérations ou à des fonctions dans ce domaine (et pas seulement l'accès à des lieux ou à des activités).

Les annexes seront revues à la lumière de ces observations.

*

[6] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 172 et formule F 4-8-1.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies wordt gegeven, vestigt de Raad van State de aandacht van de adviesaanvrager erop dat de ontbinding van de Wetgevende Kamers tot gevolg heeft dat de regering sedert die datum en totdat, na de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, een nieuwe regering is benoemd door de Koning, niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

RECHTSGRONDEN

1. Het ontwerp strekt, zoals aangegeven in het verslag aan de Koning en in artikel 1, tot uitvoering van hoofdstuk IV van de wet van 11 december 1998 'betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst' zoals die is gewijzigd bij de wet van 2 juni 2024 'houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten, veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens'. De wet van 2 juni 2024 zal krachtens zijn artikel 27 echter pas in werking treden op een door de Koning te bepalen datum waarvan, krachtens artikel 34 van het voorliggende ontwerp, ook zijn inwerkingtreding zal afhangen. Op de vraag waarom de inwerkingtreding van die wet niet wordt geregeld in het voorliggende ontwerp, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat de steller van het ontwerp het zo heeft gewild.

Bijgevolg dient enerzijds in de aanhef verwezen te worden naar artikel 27 van de wet van 2 juni 2024, en dient anderzijds artikel 34 van het ontwerp te worden vervangen door een bepaling die die wet in werking doet treden.[1]

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 154.2 tot 154.4.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

In tegenstelling tot wat de gemachtigde van de minister in het vooruitzicht stelt, hoort niet te worden afgeweken van de gebruikelijke termijn voor de inwerkingtreding van wet- of regelgevende teksten door te bepalen dat de tekst in kwestie in werking treedt op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, behalve als de noodzaak daartoe naar behoren wordt aangetoond.

2. Zoals uit artikel 33 volgt, strekt het ontwerp tot vervanging van hoofdstuk III*bis* van het koninklijk besluit van 24 maart 2000 'tot uitvoering van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen'. Dat besluit wordt, afgezien van dat hoofdstuk III*bis*, vervangen bij een ontwerp waarover de afdeling Wetgeving op 9 juli 2024 advies 76.465/2 heeft gegeven. Naar eigen zeggen weet de gemachtigde van de minister niet of dat ontwerp is vastgesteld.

Op de vraag waarom de artikelen 31 en 32 van het voorliggende ontwerp echter strekken tot wijziging van het besluit van 24 maart 2000 heeft de gemachtigde van de minister aangegeven dat dit "uit voorzorg" was:

> "(…) par précaution. Il était difficile au moment où nous avons écrit les articles 31 et 32 de déterminer avec certitude lequel des deux textes entrerait en vigueur en premier. Nous avions prévu de procéder à une correction si le projet d'AR ayant fait l'objet de l'avis 76.465/2 entrait en vigueur avant notre projet d'AR. Le cas échéant, les articles 31 et 32 pourront être supprimés."

De steller van het ontwerp moet toezien op de correcte samenhang tussen het ontwerp dat voorligt en het ontwerp waarover advies 76.465/2 is gegeven.[2]

3. Op de vraag of het ontwerp wel heel het nieuwe hoofdstuk IV van de wet van 11 december 1998 ten uitvoer legt, met inbegrip van artikel 26 ervan, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord:

> "Oui, mais par rapport à l'article 26, il ne détermine pas 'la durée de validité de ces avis de sécurité et les modalités particulières de la procédure d'octroi des avis de sécurité relatifs aux accès visés à l'alinéa précédent' (art. 26, § 1er, 2e alinéa).
>
> Nous devrons apporter une correction à cet égard.
>
> D'autre part, nous avons reçu une demande de l'AFCN visant à ajouter en annexe de l'AR un formulaire ad hoc pour l'accès au lieux déterminés par l'art. 26, §2."

Die wijzigingen dienen om advies aan de afdeling Wetgeving te worden voorgelegd.

[2] Zie in dat verband de bijzondere opmerking over hoofdstuk VI van het ontwerp.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. De afdeling Wetgeving heeft in advies 75.110/2 van 27 februari 2024 over het voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 2 juni 2024, het volgende opgemerkt:

> "Krachtens artikel 128 van de wet van 30 juli 2018 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens', is het Vast Comité I de toezichthoudende autoriteit belast met het toezicht op de verwerking van persoonsgegevens uitgevoerd in het kader van artikel 107, eerste lid, van diezelfde wet."[3]

Volgens de gemachtigde van de minister is het advies van het Vast Comité I aangevraagd:

> "(…) a été sollicité. Le Comité R en a accusé réception le 18/06/2024. Nous ignorons dans quel délai cet avis sera rendu."

2. Uit de brief met de adviesaanvraag blijkt dat het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna: "de GBA") is aangevraagd. Volgens de gemachtigde van de minister is dat advies vereist

> "en vertu de la compétence résiduaire de cette autorité consacrée par l'Art. 4, § 2 de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données".

Artikel 4, § 2, tweede lid, van die wet van 3 december 2017 stelt: "Wanneer geen enkele toezichthoudende autoriteit is aangeduid, is de Gegevensbeschermingsautoriteit de bevoegde toezichthoudende autoriteit." Zoals hierboven is vermeld, is echter in dit geval het Vast Comité I de toezichthoudende autoriteit. Het advies van de GBA is dus niet vereist.

Aangezien om dat advies is verzocht overeenkomstig de beslissing van de Ministerraad, moet het niettemin in aanmerking worden genomen en moet het in de vorm van een overweging in de aanhef worden vermeld.

3. Er moet op worden toegezien dat die voorafgaande vormvereisten naar behoren worden vervuld.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en die niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State'.

[3] *Parl.St.* Kamer 2023-24, nr. 55-3938/001, 65.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

OPSCHRIFT

Uit de opmerkingen 1 en 2 over de aanhef volgt dat het ontwerp meer ten uitvoer legt dan alleen hoofdstuk IV van de wet van 11 december 1998, gegeven het feit dat het eveneens rechtsgrond vindt in artikel 1*bis* van die wet, dat vervat is in hoofdstuk I ervan, alsook in artikel 27 van de wet van 2 juni 2024.

Het opschrift van het ontworpen koninklijk besluit moet dienovereenkomstig worden herzien.

AANHEF

1. In het eerste lid dient exact te worden opgegeven welke bepalingen van de wet van 11 december 1998 de rechtsgrond van het ontworpen koninklijk besluit vormen, namelijk de artikelen 1*bis*, 25°, 24, § 1, tweede lid, 27, § 1, tweede lid, 31, § 1 en § 6, en 37.

De gemachtigde van de minister is het er bovendien mee eens dat de woorden "zoals gewijzigd bij de wet van 2 juni 2024" moeten worden vervangen door de woorden "ingevoegd bij de wet van 2 juni 2024".

2. De aanhef moet worden aangevuld met een nieuw tweede lid dat verwijst naar artikel 27 van de wet van 2 juni 2024 (zie opmerking 1 in verband met de rechtsgrond).

3. De aanhef moet worden aangevuld met een nieuw derde lid dat verwijst naar het koninklijk besluit van 24 maart 2000 'tot uitvoering van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen', want dat besluit wordt bij de artikelen 31 tot 33 van het ontwerp gewijzigd (zie opmerking 2 in verband met de rechtsgrond).

4. Het lid betreffende het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State moet de laatste aanhefverwijzing vormen.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Gelet op de opmerking in verband met het opschrift, moet artikel 1, dat overigens nutteloos is aangezien het de aanhef parafraseert, worden weggelaten. Bijgevolg moet hoofdstuk I het opschrift "Definitie" krijgen.

De nummering en de interne verwijzingen die het ontwerp bevat, moeten dienovereenkomstig worden herzien.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

Artikel 2

De woorden "zoals gewijzigd door de wet van 2 juni 2024" moeten weggelaten worden.

Hoofdstuk II en artikel 3

1. Om rekening te houden met artikel 1*bis*, 27°, van de wet van 11 december 1998, zoals gewijzigd bij de wet van 2 juni 2024, moeten de woorden "het Coördinatie- en Crisiscentrum van de Regering opgericht door de koninklijk besluit van 18 april 1988, hierna", worden weggelaten, zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd.

2. In het opschrift van hoofdstuk II en in de inleidende zin van artikel 3 moeten de woorden ", van de wet" ingevoegd worden na de woorden "artikel 24, § 1, tweede lid".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 16 en 18.

Artikel 5

1. In de inleidende zin dient het nummer van de bijlage of bijlagen waarnaar de bepaling verwijst, te worden vermeld.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 20 en 23, § 2.

2. Voorts moeten de woorden "bij dit koninklijk besluit is gevoegd" vervangen worden door de woorden "is opgenomen in bijlage (met opgave van het nummer)".

Een vergelijkbare opmerking geldt voor de artikelen 18, 3°, 19, derde lid, 26, tweede lid, en 27, § 2 en § 3.

Artikel 9

1. Op de vraag of geen termijn zou moeten worden vastgesteld om het verzoek te vervolledigen en om, als dat niet tijdig gebeurt, het verzoek eventueel onontvankelijk te verklaren, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "Oui. Nous pouvons ajouter un alinéa afin de fixer le délai de recevabilité de la demande et sanctionner son non-respect par l'irrecevabilité de la demande."

De bepaling moet in die zin worden aangevuld.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

2. De gemachtigde van de minister heeft aangegeven dat met de term "brief" ("courrier" in het Frans) niet noodzakelijkerwijze een postzending wordt bedoeld. Het verdient dan ook aanbeveling de huidige bepaling te stellen als volgt:

> "Indien het verzoek onvolledig is, bezorgt de Federale Politie de bevoegde bestuurlijke overheid die het verzoek heeft ingediend, via haar veiligheidsofficier de lijst van de ontbrekende elementen en de bijkomende informatie die nuttig is voor de analyse van het verzoek."

Artikel 10

Op de vraag om welke redenen een verzoek onontvankelijk zou kunnen worden verklaard en of die redenen niet in de ontworpen tekst moeten worden vermeld, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "L'art. 5 en projet détermine le contenu minimal de la demande générale préalable. La Police Fédérale vérifie la complétude et la recevabilité de la demande.
>
> Si la demande est irrecevable, l'art. 10 prévoit que la Police Fédérale notifie les motifs de non-recevabilité.
>
> Un exemple pourrait être une demande générale préalable de solliciter des vérifications de sécurité, introduite pour un évènement qui ne correspond pas aux types d'évènements visés par l'art. 24, § 1er, al. 2 de la loi. Un autre exemple pourrait être une demande générale préalable introduite par une administration publique quelconque, pour un secteur qui ne fait pas partie des secteurs critiques désignés par l'AR du 8.05.2018.
>
> Viser les motifs d'irrecevabilité de manière exhaustive dans l'AR pourrait conduire à une rigidité excessive et rendre l'AR trop complexe et difficile à comprendre. Nous ne sommes par conséquent pas favorables à viser les motifs d'irrecevabilité dans le texte en projet. En tout état de cause, la Police Fédérale veillera à motiver explicitement ces motifs d'irrecevabilité à l'autorité administrative compétente le cas échéant."

Het verdient aanbeveling die uitleg op te nemen in het verslag aan de Koning.

Artikel 12

Ter wille van de samenhang met artikel 24, § 1, tweede lid, van de wet van 11 december 1998 en met artikel 6, tweede lid, van het ontwerp, is het met het oog op de rechtszekerheid beter de woorden "de volgende risico's: terrorisme, extremisme, spionage, proliferatie, inmenging, subversieve activiteit, georganiseerde criminaliteit en sabotage" te vervangen door de woorden "de risico's bedoeld in artikel 8, 1°, van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten".

Artikel 14

Artikel 14 moet worden herzien zodat het niet langer een gedeeltelijk herhaling vormt van artikel 27, § 2, van de wet van 11 december 1998.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

Die opmerking geldt eveneens voor artikel 16, dat een gedeeltelijke herhaling is van artikel 27, § 3, van dezelfde wet.

Artikel 15

De woorden "voor de dreigingsanalyse" moeten worden vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 13".

Artikel 17

Artikel 17 moet worden weggelaten aangezien de inhoud ervan reeds voortvloeit uit artikel 1*bis*, 25°, van de wet van 11 december 1998.

Artikel 20

Om te voorkomen dat de inhoud van artikel 31, § 1, herhaald wordt, moet artikel 20 worden gesteld als volgt:

"Het model voor het toestemmingsformulier bedoeld in artikel 31, § 1, van de wet, wordt opgenomen in bijlage(n)", gevolgd door het nummer van de bijlage of bijlagen in kwestie.

Artikel 23

De paragrafen 1 en 3 moeten worden weggelaten aangezien ze de inhoud overnemen van artikel 31, § 5, eerste lid, van de wet van 11 december 1998.

Artikel 23 moet worden opgedeeld in leden in plaats van in paragrafen.[4]

Artikel 24

In verband met het toestemmingsformulier vereist artikel 21, 2°, a., van het ontwerp "een kopie van de identiteitskaart of [van] het paspoort" voor de betrokken personen die niet geregistreerd zijn in het rijksregister in België, maar in verband met het formulier voor de intrekking van de toestemming is die kopie luidens artikel 24, 1°, a., niet langer vereist voor dezelfde categorie van personen. Die leemte moet worden aangevuld.

[4] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 57.3.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

Artikelen 26 en 27

1. De artikelen 26, eerste lid, tweede zin, en 27, § 1, tweede zin, bepalen:

"Deze neemt de definitieve beslissing binnen een termijn van maximaal acht dagen."

Op de vraag of "Deze" naar "de bevoegde bestuurlijke overheid" dan wel naar "de Federale Politie" verwijst, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat het gaat om de bestuurlijke overheid.

2. Op de vraag om welke beslissing het gaat, gelet op het feit dat "het veiligheidsadvies" als dusdanig meegedeeld is door de Federale Politie, die krachtens artikel 34, § 1, van de wet van 11 december 1998 de bevoegde overheid is om de veiligheidsadviezen te geven, heeft de gemachtigde van de minister het volgende antwoord gegeven:

> "Un avis de sécurité est un avis. L'autorité administrative désignée par le Roi, compétente pour le secteur (AA), prend la décision finale. Elle pourrait décider par exemple, à la lecture d'un avis de sécurité positif avec mise en garde individuelle, que les faits mentionnés, même s'ils sont considérés par la Police Fédérale comme ne pouvant justifier un avis de sécurité négatif (au regard des informations en sa possession au moment de la demande de vérification de sécurité, par rapport à la fonction à exercer par exemple), représentent bel et bien un danger pour la fonction (au regard de la connaissance plus précise de l'AA, tant du secteur, que de la fonction qui devrait effectivement être exercée par la personne concernée, telle qu'elle est connue de l'AA au moment de la réception de l'avis de sécurité). L'AA devra bien sûr tenter de développer une motivation concrète justifiant de manière proportionnée le refus d'accéder à la fonction, à l'évènement etc. Autre situation : au contraire, un avis de sécurité négatif émis à l'encontre d'une personne ayant une expertise rare dans le secteur. L'AA dispose d'une marge de manœuvre et peut, sous sa responsabilité, accueillir l'individu concerné, en le soumettant par exemple à d'autres mesures de sécurité.
>
> Nous devons remarquer qu'en pratique, ce sont des situations très exceptionnelles et que, de l'expérience de plusieurs années que nous avons en matière d'avis de sécurité, la toute grande majorité des avis positifs ou négatifs ont été suivis par les AA. Cependant, une certaine marge de manœuvre était nécessaire aux AA, notamment vu la multiplication des secteurs et la spécificité de chacun qui peut davantage être appréhendée au niveau de l'AA compétente."

Het verdient aanbeveling die uitleg op te nemen in het verslag aan de Koning.

3. De gemachtigde van de minister heeft de volgende verduidelijking gegeven:

> "Le délai de huit jours pour transmettre l'avis négatif et la motivation de celui-ci commence à courir à la date de réception de ladite motivation de l'avis négatif."

Het dispositief moet in die zin worden aangevuld.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

Hoofdstuk VI

Ter wille van de rechtszekerheid moet de steller van het ontwerp zich ervan vergewissen dat de wijzigingen die aangebracht worden in het koninklijk besluit van 24 maart 2000 'tot uitvoering van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen' verenigbaar zijn met de wijzigingen die in dezelfde tekst worden aangebracht bij het ontwerp waarover de afdeling Wetgeving advies 76.465/2 heeft gegeven.

Zo wordt op het volgende gewezen.

– Het opschrift van dat koninklijk besluit van 24 maart 2000 wordt in beide ontwerpen op een verschillende manier gewijzigd.[5]

– Artikel 1, 1°, van het koninklijk besluit van 24 maart 2000 wordt door geen van beide ontwerpen opgeheven.

– Artikel 121 van het ontwerp waarover advies 76.465/2 is gegeven, bepaalt dat het besluit in werking treedt "de dag volgend op de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad", dat wil zeggen op een datum die onmogelijk kan overeenstemmen met de datum van inwerkingtreding van het voorliggende ontwerp.

– Artikel 123 van het ontwerp waarover advies 76.465/2 is gegeven, bepaalt dat het "koninklijk besluit van 24 maart 2000 tot uitvoering van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 1, 1°, hoofdstuk III*bis* dat de artikelen 30*bis* tot en met 30*sexies* omvat, en de bijlagen III en IV", terwijl artikel 33 van het voorliggende ontwerp stelt dat "hoofdstuk III*bis* van het voormeld koninklijk besluit wordt opgeheven."

Artikel 35

In de Franse tekst dient telkens "le ministre" te worden geschreven en dienen de woorden "sont chargés" te worden ingevoegd voor de woorden "chacun en ce qui le concerne,".

[5] Artikel 31 van het ontwerp strekt ertoe het opschrift van het koninklijk besluit van 24 maart 2000 'tot uitvoering van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen' zo te wijzigen dat de woorden "veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen" worden weggelaten. Als het koninklijk besluit van 24 maart 2000 niet integraal wordt opgeheven, moet dat opschrift worden herzien om te vermijden dat het opschrift van de wet van 11 december 1998 gedeeltelijk – en dus onvolledig – wordt overgenomen.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

BIJLAGEN

1. Bijlagen moeten genummerd zijn en moeten de vermelding bevatten dat ze een bijlage vormen bij het besluit, met opgave van het opschrift ervan. Ze moeten *in fine* ook de vermelding "Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van …" bevatten, gevolgd door dezelfde datum en handtekening als die welke voorkomen in de tekst waarbij ze zijn gevoegd.[6]

2. De bijlagen waarnaar de artikelen 5, 20 en 23, § 2, van het ontwerp verwijzen en zoals ze bezorgd zijn aan de afdeling Wetgeving, lijken onvolledig. Een van de bijlagen, namelijk de bijlage met als opschrift "Dossier van voorafgaand algemeen verzoek om toelating tot het vragen van veiligheidsadviezen (Risicoanalyse)", op basis van artikel 24, § 1, lid 2, van de wet van 11 december 1998, wordt slechts in één taal weergegeven. Voorts hebben twee bijlagen betrekking op artikel 20, terwijl die bepaling slechts gewag maakt van één model van toestemmingsformulier; in die twee bijlagen wordt een onderscheid gemaakt tussen het formulier inzake toestemming tot een veiligheidsverificatie op basis van artikel 24 van de wet en het formulier inzake toestemming tot een veiligheidsverificatie op basis van de artikelen 25 of 26 van de wet. Daarentegen lijkt de in artikel 23, § 2, beoogde bijlage enkel en alleen betrekking te hebben op de intrekking van de toestemming op basis van artikel 24 van de wet.

De steller van het ontwerp moet er zich van vergewissen dat hij volledige en coherente bijlagen maakt, opgesteld in het Frans en het Nederlands.

3. Hij moet die bijlagen ook inhoudelijk nauwkeurig nakijken, met name de verwijzingen naar de wetten van 11 december 1998, naar de inhoud van die wetten en naar de daarbij horende uitvoeringsbesluiten. Zo wordt in de Franse versie van een van de formulieren inzake toestemming tot een veiligheidsverificatie verwezen naar een artikel "25/1" van de wet van 11 december 1998, in plaats van naar artikel 26. Voorts wordt in verschillende kaders met betrekking tot de verantwoording van het verzoek om veiligheidsverificatie voorzien in gevallen A, B, C of D, maar worden alleen de gevallen A en B vermeld.

Tot slot voorziet het formulier inzake toestemming tot een veiligheidsverificatie op basis van de artikelen 25 of 26 van de wet niet in een verantwoording in verband met de gevallen die artikel 26 van de wet voorziet inzake het nucleaire, met name voor wat betreft de toegang tot informatie, verrichtingen of functies op dat gebied (en niet alleen de toegang tot plaatsen of activiteiten).

[6] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 172 en formule F 4-8-1.

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡

De bijlagen moeten in het licht van deze opmerkingen worden herzien.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

Béatrice DRAPIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernard BLERO

‡LW-AEJYIFCEC-HGJHCVT‡